

Petite histoire des communistes à la radio-télévision (p. 8)

COMMUNISTES

Pacte pour le climat et l'emploi (p. 3)



Vidéo

**Fabien Roussel dans
le Grand Rendez-
Vous Europe 1 Cnews
du 31 octobre 2021**
(émission intégrale)

Histoire

Gérard Araud fut longtemps le représentant de la France aux Nations unies puis ambassadeur de France en Israël et aux USA. Cet ancien diplomate, à présent à la retraite, a cette particularité : il est le conseiller de la société d'espionnage israélienne Pegasus, qui s'intéresse de près à *l'Humanité* et à notre camarade Rosa Mousaoui. On a appris ces jours-ci qu'Araud était l'objet d'un signalement auprès de la procureure de Paris « pour intelligence avec une puissance étrangère ». On est impatient de connaître la suite de l'histoire. ★

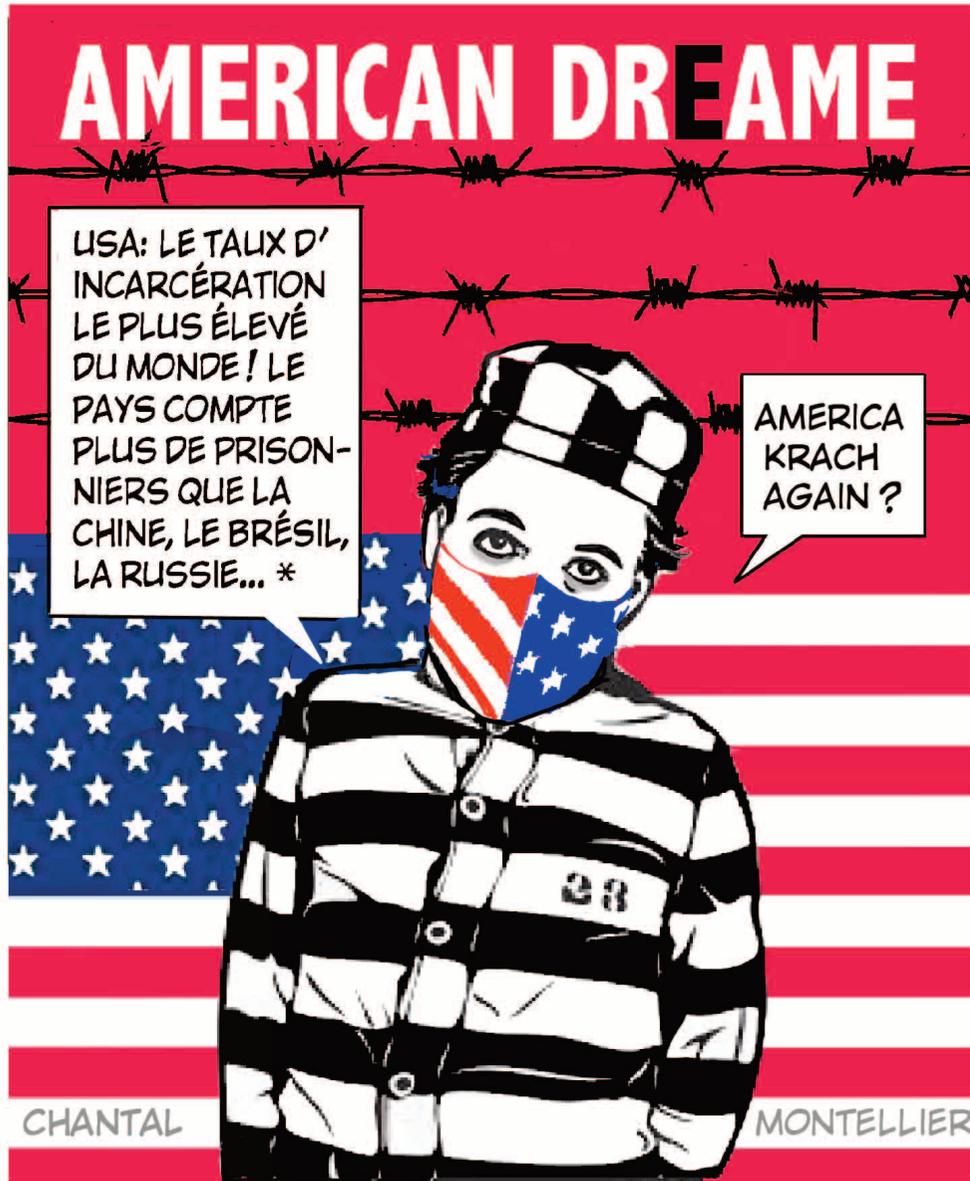
Gérard Streiff

SOUSCRIPTION 2021 (cliquez)

Je verse: €

**"Donner les moyens
au PCF d'intervenir"**

Chèque à l'ordre de "ANF PCF" : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19



«Ce n'est pas une société normale.» E. Todd 2021

*DÉPARTEMENT DE LA JUSTICE, USA

ATTENTION, SOUS RÉSERVE DES ANNONCES GOUVERNEMENTALES

4 novembre, à partir de 18 h 30 : Conférence-débat « Comment réussir la transition écologique et répondre aux besoins humains ? », organisée par l'espace Marx 60, avec Gérard Le Puill, journaliste à *l'Humanité*. Lieu à confirmer, Beauvais (60)

Du 5 au 10 novembre : Exposition sur le centenaire du PCF à la section de Nice, présentation de nombreuses affiches et œuvres. Vernissage le 5 novembre à partir de 19 h. Espace Nice en Commun, 18 rue François-Guisol, Nice (06)

8 novembre, à partir de 17 h : Présentation et découverte de l'exposition « 1920-2020, cent ans d'avenir, les combats des communistes nivernais ». Salle Pablo-Picasso, Espace Pierre-Girard, Garchizy (58)

8 novembre, à partir de 18 h : Conférence-débat « En quoi le communisme est la réponse à la situation d'aujourd'hui ? », avec Jean Quétier, rédacteur en chef de *Cause commune*. Salle Pablo-Picasso, Espace Pierre-Girard, Garchizy (58)

10 novembre : « Rencontre des jours heureux », déplacement de Fabien Roussel sur le thème de la jeunesse à Poitiers (86)

12 novembre, à partir de 19 h : Le Comité des jours heureux de Fontenay-sous-Bois organise un débat sur le travail, l'emploi et les salaires avec Evelyne Ternant. Maison du Citoyen et de la Vie associative, salle 101, Fontenay-sous-Bois (94)

13 novembre, à partir de 10h : Fête populaire de la section PCF d'Hellemmes. Animations gratuites pour les enfants, débats sur « travail et exploitation » à 11 h, « Quelle police voulons-nous ? » à 13 h 30 et « Réindustrialiser l'Europe » à 15 h. Discours de Fabien Roussel à 17 h, puis dédicace de son livre. Espace des Acacias, rue Roger-Salengro, Hellemmes (59)

13 novembre, à partir de 17 h : Fête de l'Humanité et des Libertés, organisée par les communistes du Bassin cannois. Buvette, exposition et rencontre-débat sur le thème de la santé puis repas convivial (12 €) et soirée musicale festive. École primaire Jules-Ferry, Le Cannet (06)

14 novembre, à partir de 11 h 30 : Banquet de soutien au journal *l'Humanité*. Repas (participation de 20 €) et débat « Les médias, la place de *l'Humanité*, l'extrême droïtisation des médias ». Réservations par SMS au 06 78 25 72 06 ou par mail sur . Salle de spectacle Jean-Corlin, Coubrin (93)

Du 16 au 19 novembre : Représentations de la pièce « Chemin de fer », à 20 h du mardi au jeudi, à 18 h 30 le vendredi. Tarif normal 12 €, tarif réduit 7 €. Salle Jacques-

Fornier au théâtre Dijon Bourgogne, Dijon (21)

19 novembre à partir de 18 h : Projection du film de René Vautier « Châteaubriant, mémoire vivante », dans le cadre de l'Huma Café, au Lieu Unique, Nantes (44)

20 & 21 novembre : Fête de l'Humanité Normandie, avec des concerts, des débats et des rencontres. 20 € les 2 jours. Parc des Expositions de Rouen (76)

21 novembre : Grande journée d'initiative nationale pour l'emploi, lieu exact à venir, Paris (75)

23 novembre : Université populaire de l'Aube : « l'hôpital public », auditorium de Saint-Julien-les-Villas (10)

24 novembre, à partir de 18 h : Conférence-débat sur la protection sociale organisée par la section PCF de la Dracénie et le Comité des jours heureux, en présence de Pierre Caillaud-Croizat et d'un membre de la commission Santé du PCF. Salle de conférence de la Maison des Sports et de la Jeunesse, Draguignan (83)

26 novembre, à partir de 19 h : Paella de la fraternité et tombola, inscription auprès de Jean-Luc Rivière au 0610899197. Centre de loisirs de Montataire (60)

27 & 28 novembre : Fête de l'Humanité Bretagne. 17 € les 2 jours, 12 € la journée, au Parc des Expositions de Lorient Agglomération (56)

3 décembre : « Rencontre des jours heureux », déplacement de Fabien Roussel sur le thème de l'éducation et de la formation à Vénissieux (69)

3 décembre, à partir de 18 h 30 : Réunion publique pour les 100 ans du Parti et pour soutenir la campagne présidentielle organisée par la cellule de Pignan. Débat suivi d'un repas (participation de 10 €), réservations au 0670521932 ou par mail. Salle Genieys, au parc du Château de Pignan (34)

29 janvier : Fête de l'Humanité Manche, plus d'informations à venir. Cherbourg (50)

Jusqu'au 31 janvier 2022 : Exposition Mémoires commune(s), Musée de l'Histoire Vivante, 31 boulevard Théophile-Sueur, Montreuil (93). Infos sur

Jusqu'au 19 septembre 2022 : Exposition « Josep Bartoli, les couleurs de l'exil », sélection de plus de 150 œuvres. Mémorial du camp de Rivesaltes (66)

ET AUSSI LA SEMAINE DERNIÈRE

BANQUET du centenaire de la *Dépêche de l'Aube*, en présence de Fabien Roussel à Saint-Julien-les-Villas (10), le 31 octobre

RENCONTRE des jours heureux, 3^e édition sur le thème de l'écologie, de l'énergie et de l'environnement à Rennes (35), le 27 octobre

RASSEMBLEMENTS contre les hausses de prix, devant les préfectures et sous-préfectures ; contre la privatisation du service public ferroviaire à Marseille (13), le 29 octobre

Pour faire connaître vos initiatives, faites le savoir par mail à [Léna Mons <Imons@pcf.fr>](mailto:Imons@pcf.fr)

Pacte pour le climat et l'emploi

La troisième « Rencontre des jours heureux » consacrée à la sauvegarde de l'environnement s'est tenue mercredi 27 octobre à Rennes. Extraits de propositions de Fabien Roussel sur le sujet.

Le candidat communiste propose un « pacte pour le climat et l'emploi » de 140 milliards d'euros par an, « conformément aux préconisations du GIEC. (...) Il est urgent de rompre avec le système capitaliste qui, pour gagner encore plus d'argent, exploite les êtres humains mais aussi la Terre. »

« Il ne faut pas opposer les énergies vertes et l'énergie nucléaire. »

Il faut renationaliser EDF et Engie afin « de retrouver une maîtrise de nos productions à travers un mixte énergétique décarboné et pilotable ».

Fret : le candidat propose un plan de 4 milliards d'euros, avec pour ambition d'atteindre les 30 % de marchandises

transportées sur le rail d'ici à 2030. Un plan qui comprend notamment l'ouverture de 100 lignes « sur le modèle du train des primeurs entre Perpignan et Rungis ».

« Revalorisation de la prime gouvernementale pour l'achat d'une voiture électrique à 10 000 euros. »

« Engagement financier de l'État en faveur des transports en commun gratuits. »

Baisse de la TVA sur les prix de l'énergie.

« Débloquer 10 milliards d'euros par an pour financer la construction et la rénovation de 500 000 logements afin d'éradiquer l'ensemble des passoires. »

« Aller chercher des recettes supplémentaires » en taxant les plus aisés et les multinationales. ✖

[video en lien ici : <https://www.facebook.com/651600804/videos/pcb.10158795744255805/618042989562159>

Video de la rencontre des Jours heureux

<https://www.facebook.com/roussel2022/videos/205190248360757>



Pour s'inscrire à la newsletter de Fabien Roussel 2022 :
<https://www.fabienroussel2022.fr/newsletter>



Big Pharma et paroxysme des antagonismes de classes au niveau mondial

D'autres choix de société sont possibles !

Sur les 1,8 milliard de dons de vaccins anti-covid promis par les pays riches aux pays du Sud, seulement 261 millions de doses – soit 14 % – ont été livrées à ce jour. C'est le bilan sans appel du dernier rapport de « *The People's Vaccine Alliance* » paru le 21 octobre

dernier. laboratoires pharmaceutiques occidentaux, quant à eux, n'ont livré que 12 % des doses qu'ils ont promises à COVAX, l'initiative conçue pour aider les pays à revenu faible ou intermédiaire à avoir accès aux vaccins anti-covid. Alors qu'on met en place en France et en Europe la « troisième dose », après avoir vacciné près de 70 % de la population, seuls 4 % de la population africaine ont, quant à eux, eu accès au vaccin.

Pourtant, tant que nous n'aurons pas atteint une immunité collective au niveau mondial, le virus continuera à circuler et muter, rendant au mieux temporaires les effets de la vaccination, au pire en la rendant inopérante si le virus devient résistant au vaccin. Dans le même temps, l'UE et notre gouvernement s'opposent avec acharnement à toute levée des brevets et transferts de technologies qui permettraient de distribuer largement le vaccin. C'est ce que demandent pourtant, depuis près d'un an et demi, plus de 120 pays au sein de l'OMC et des milliers d'organisations à travers le monde. Refuser le vaccin à l'humanité dans son ensemble équivaut ainsi à faire le choix de prolonger la pandémie.

Rappelons également qu'en 2020 les grandes entreprises pharmaceutiques, après avoir été largement financées par les fonds public, ont fait des profits record avec la commercialisation des vaccins. Record qu'elles battront de nouveau cette année puisque chaque dose coûte de plus en plus cher à la Sécurité sociale : de 12,50 euros pour la première, on en est actuellement à plus de 19,50 pour la troisième.

Résumons donc. D'un côté les entreprises multinationales font un hold-up sur notre Sécurité sociale en augmentant comme bon leur semble les prix des vaccins. De l'autre elles organisent la pénurie pour les populations les plus pauvres et font durer ainsi la pandémie pour continuer à se faire toujours plus de profits. Tout cela quitte à être responsables de la mort de centaines de milliers de personnes supplémentaires et avec la complicité de nos gouvernants, à commencer par le président E. Macron.

La crise sanitaire avec ses premiers de corvée avait déjà été un révélateur de l'intensification de la lutte des classes. On atteint ici un paroxysme. Le *British Medical Journal*, revue de référence du monde médical, va même jusqu'à parler de crime contre l'humanité.

Pourtant les solutions existent. Avec 375 autres organisations, nous sommes engagés depuis un an maintenant dans la campagne européenne « *Pas de profits sur la pandémie* », qui vise à demander la levée des brevets, la mutualisation des technologies et à remettre vaccins et traitements anti-covid dans les mains du public au lieu de celles des Big Pharma. Il faut continuer à signer et à faire signer massivement la pétition www.pasdeprofitsurlapandemie.eu en la mettant notamment dans tous nos tracts et affiches sur la santé, en faisant signer sur les marchés et pendant nos initiatives, ou encore par l'envoi de mails massifs à nos adhérents et sympathisants.

Au-delà, les enjeux de santé seront au cœur de la campagne électorale, il nous faut avec force avancer notre proposition de pôle public du médicament à l'échelle nationale, européenne et mondiale. Ne nous méprenons pas, nous sommes majoritaires à porter ces revendications au niveau national et mondial. Sortir la santé du dogme du marché est non seulement un choix de société mais aussi et surtout une question de bon sens. À nous donc de construire un rapport de force obligeant les tenants du pouvoir à nous écouter. Nous pouvons le faire en invitant par exemple à participer et à débattre au sein des comités des jours heureux tous les responsables associatifs, syndicaux et personnels qui sont engagés sur les questions d'accès à la santé et en leur présentant nos propositions. Plus jamais nos vies ne doivent être sacrifiées sur l'autel du profit. La lutte continue donc ! ✪

Charlotte Balavoine



PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face-à-face Macron-Le Pen.

Je verse: €

Ma remise d'impôt sera de 66 % de ce montant.

NOM: PRÉNOM:

ADRESSE:

CODE POSTAL Ville

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

La bataille financière, indissociable de la bataille politique

Après une longue période où l'activité militante a été perturbée par la pandémie, la présence communiste connaît une réelle montée en puissance dans la Nièvre depuis la rentrée : présence renforcée sur les marchés à Nevers, Clamecy, Fourchambault... ; distribution du 4-pages national à la porte des entreprises du département ; édition de tracts de section à Garchizy, Imphy, Clamecy... ; envoi d'un bus à Paris pour le 21 novembre ; organisation d'initiatives publiques pour le pouvoir d'achat, d'hommages à la Résistance, de mobilisations contre l'extrême droite, de conférences-débats dans le cadre du centenaire du PCF...

Ce regain d'activité s'inscrit lui-même dans le cadre de l'entrée en campagne présidentielle, et chaque initiative se veut utile à la mise en avant des propositions portées par Fabien Roussel.

Tout cela nécessite des moyens financiers importants, d'autant que la crise sanitaire a constitué un sérieux handicap pour nos initiatives habituelles de souscription, les recettes issues de notre présence à la Fête de l'Huma, la vente du muguet, voire la collecte des cotisations en 2020 et 2021.

C'est donc, indissociablement, une bataille financière que les communistes nivernais ont décidé de mener de front avec les batailles politiques du moment.

L'objectif est triple :

1. Donner à la fédération les moyens de son activité quotidienne, à l'heure où sa trésorerie a été momentanément amputée par les campagnes cantonales (en attendant le remboursement de l'État) et par l'acquisition d'un matériel neuf pour l'édition en couleur de notre journal départemental *les Nouvelles de la Nièvre*.

2. Assurer la contribution, importante et nécessaire, de la fédération au financement national de la campagne pour la présidentielle.

3. Anticiper les besoins de financement pour les élections législatives. La collecte « exhaustive » des cotisations reste un objectif majeur d'ici le 15 décembre : l'intention est de ne laisser aucun communiste au bord du chemin et de rendre visite à chaque camarade, dans chaque section, dont la cotisation n'est pas prélevée automatiquement et qui n'est pas à jour de cotisation. C'est aussi une garantie de mettre chacun-e « dans le coup » pour la campagne présidentielle.

Si la vente du livre de Fabien Roussel et celle des badges de campagne constituent un petit apport financier, c'est une grande souscription de fin d'année que la fédération a décidé de lancer.

- D'abord en faisant appel à nos souscripteurs habituels qui sont appelés à faire leur versement par chèque à l'ADF-PCF, ouvrant droit à 66 % de réduction d'impôt. Mieux vaut financer par la souscription l'activité du PCF, que financer par ses impôts les cadeaux faits aux plus riches par le gouvernement !

- Ensuite en lançant des carnets de souscription (10 billets à 5 €) permettant à chacun-e de contribuer selon ses moyens. Un triple avantage : 1) Poser publiquement la question du financement du PCF, comme nous le faisons pour le muguet le 1^{er} Mai ; 2) Faire rentrer de l'argent « extérieur » au Parti, dont les élu-e-s et les militant-e-s sont déjà mis à contribution toute l'année. Nos amis et sympathisants, ceux qui apprécient la fidélité du PCF aux combats sociaux, doivent trouver ici l'occa-

sion de participer à son financement ! 3) Multiplier les contacts politiques et humains, décisifs pour des campagnes présidentielle et législatives qui se gagneront d'abord dans la proximité. ✪

Jean-Paul Pinaud
trésorier fédéral de la Nièvre

Fabien Roussel au banquet du centenaire de *La Dépêche de l'Aube*

Ça fleurait bon les jours heureux !

Le banquet du centenaire de *La Dépêche de l'Aube* restera dans les mémoires. Commémorer les 100 ans d'un quotidien communiste pour les militant-e-s et leurs familles, leurs ami-e-s, leurs compagnons de route, cela ne pouvait être qu'un pur moment de bonheur. Il l'a été.

C'est avec une grande fierté que nous avons rappelé devant une salle pleine de 300 convives, la presse écrite et télévisée, en présence de notre secrétaire national Fabien Roussel, l'histoire de notre journal dont le premier numéro parut le 7 décembre 1920.

« *La Dépêche de l'Aube* a gagné le respect dû à sa longévité, mais rien ne lui a jamais été donné. Tout au long de son existence, celles et ceux qui l'ont écrite l'ont fait dans des conditions souvent difficiles. Ils lui ont parfois donné leur liberté, notamment dans les années 1920-1930, et parfois même leur vie, durant l'occupation nazie. Ce prix payé par les militants communistes, nous en sommes fiers. C'est le combat pour la liberté, pour le progrès social, pour une vie meilleure. Notre combat a un sens, c'est la conquête des jours heureux. Et c'est justement le défi que propose notre candidat à l'élection présidentielle Fabien Roussel... » Dans son allocution, Fabien Roussel a insisté sur la nécessité d'augmenter les salaires et les pensions, alors même que la vie est de plus en plus dure pour les « petites payes », avec la hausse notamment de l'énergie et du carburant et que, dans le même temps, « les riches sont de plus en plus riches ». Ses propositions concrètes sur le sujet et ses explications sur « là où nous irons chercher l'argent pour rétablir de la justice » ont fait tilt dans la salle, comme pour cette infirmière en psychiatrie qui lança en écho à Fabien : « Je gagne 1 500 € après 30 ans d'ancienneté. Je n'en peux plus, je suis cassée, je vais quitter ce métier que pourtant j'aime. »

Après les allocutions, écoutées avec une grande attention, la partie festive de l'événement pouvait commencer. Fabien entama alors avec une



envie non dissimulée, une intense et fraternelle visite des convives atablés, qui n'attendaient que cela ! Ce fut, là aussi, un grand moment d'émotion et de communion avec les camarades, qui restera dans les cœurs et les souvenirs des dizaines de photos et de dédicaces auxquelles Fabien s'adonna avec ferveur.

La plus belle chose qui puisse arriver au peuple français et à la gauche, c'est qu'à l'occasion de cette élection présidentielle le Parti communiste reprenne le rang qui doit être le sien au plus haut niveau de la politique française.

Notre banquet fleurait déjà bon les jours heureux avec toutes ces générations de militant-e-s rassemblées, les enfants qui couraient dans la salle, l'orchestre qui jouait des airs populaires repris en chœur, la bonne vieille tombola qui comble de joie les gagnants et un candidat qui donnait envie de porter haut notre ambition, notre parti, notre programme, notre idéal. Nous sommes sur le bon chemin, camarades ! ✪

Jean-Pierre Cornevin

La France doit reconnaître l'État de Palestine

Décembre 2014, l'Assemblée nationale reconnaît l'État de Palestine dans les frontières de 1967 avec Jérusalem-Est comme capitale. Sept années ont passé, et ni sous Hollande, ni sous Macron la diplomatie française n'a concrétisé ce vote.



Pourtant, les Palestiniens et les Palestiniennes ont besoin d'actes forts. Les ravages causés par la politique de Trump dans la région ont affaibli les soutiens du peuple palestinien. Le Premier ministre Israélien poursuit la colonisation à marche forcée des terres palestiniennes dans le même dynamisme que Netanyahu son prédécesseur.

Les droits du peuple palestinien sont plus que jamais mis en danger. Le droit à la liberté, d'une part, avec la stratégie d'emprisonnement massif perpétrée par le gouvernement israélien qui se renforce chaque jour d'avantage. Aujourd'hui ce sont 4 600 Palestiniens et Palestiniennes qui sont enfermé-e-s illégalement en territoire israélien, des élu-e-s, des jeunes, des femmes, des journalistes.

Tout est mis en place par le gouvernement israélien pour empêcher toute organisation politique du peuple palestinien. Ainsi ce sont les droits démocratiques de tout un peuple qui sont mis à mal.

Les condamnations molles de la diplomatie française envers les exactions israéliennes n'ont que trop duré. Le MJCF réaffirme tout son soutien au peuple palestinien et demande à la France de reconnaître une fois

pour toutes l'État de Palestine dans les frontières de 1967 avec Jérusalem-Est comme capitale. Le Mouvement jeunes communistes de France affirme avec force que Marwan Barghouti doit être libéré, ainsi que les milliers d'autres prisonniers politiques palestiniens.

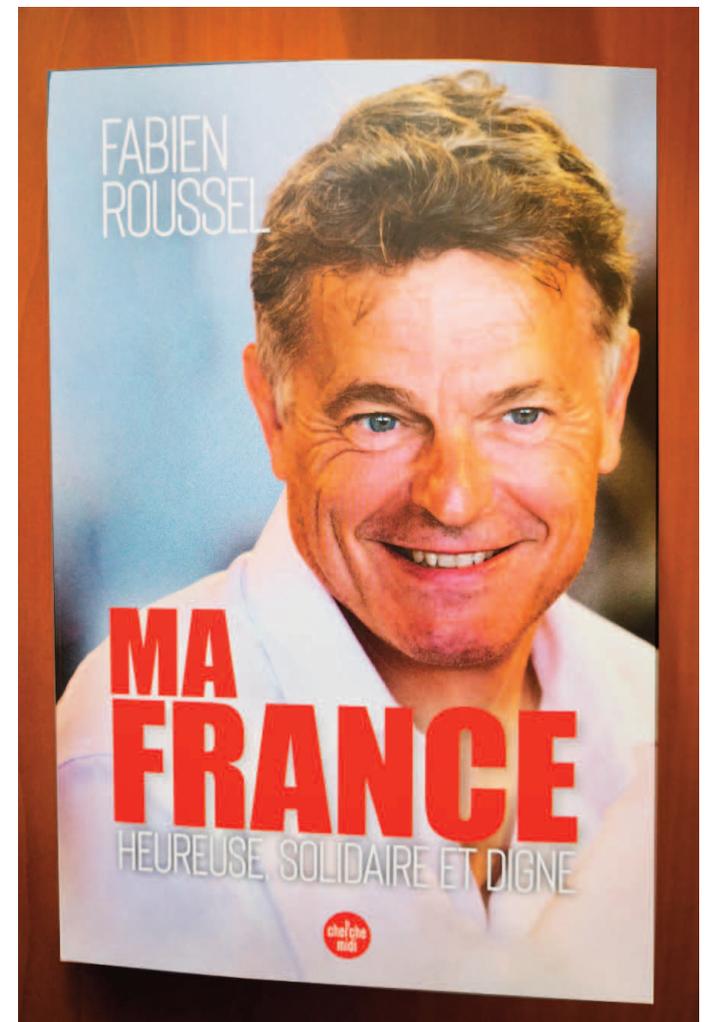
C'est le sens de la pétition adressée au ministère des Affaires étrangères, que nous avons fait signer toute la semaine dernière lors des initiatives locales dans le cadre de notre semaine d'action nationale.

Tournois de foot en solidarité avec la Palestine, déploiement de banderoles, stands géants... Nous continuerons de faire grandir la solidarité internationale via notre pétition et l'organisation d'actions coups de poing, mais aussi d'interpellations des élu-e-s de la République pour instaurer dans le débat public la nécessité de la paix et de la solution à deux États. ✪

Toi aussi, signe la pétition et organise-toi au MJCF : <https://www.jeunes-communistes.fr/>

Jeanne Péchon
secrétaire nationale de l'UEC

Vient de paraître



COMMUNISTES

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e

COMITÉ DE RÉDACTION : Igor Zamichiei (directeur), Gérald Briant, Léon Deffontaines, Yann Henzel, Méline Le Gourrière, Léa Mons.

RÉDACTION : Gérard Streiff RELECTURE : Jacqueline Lamothe

Mèl : communistes@pcf.fr

MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE : Zouhair@NAKARA.info (Tél. : 06 07 99 90 81)

Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA

Non M. Bennett, les ONG palestiniennes ne sont pas des terroristes !

Le gouvernement israélien vient de placer six associations de la société civile palestinienne sur la liste des "organisations terroristes", sous prétexte de supposés liens avec le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) membre depuis 1968 de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP).

Il s'agit des plus importantes organisations non-gouvernementales (ONG) palestiniennes, reconnues internationalement : Addameer (droits des prisonniers politiques), Al-Haq (droits humains - membre de la Fédération internationale des droits de l'homme), DCI-P (Organisation internationale de défense des enfants - Palestine), l'UAWC (Union des comités agricoles), l'Union des comités de femmes palestiniennes, et le centre Bisan de recherche et développement. Notre concitoyen franco-palestinien, Salah Hamouri a lui aussi été récemment privé de son statut de "résident permanent" à Jérusalem-Est occupée au nom de la très contestable "loi anti-terroriste" israélienne de 2016.

Annoncée par le ministre de la Défense, Benny Ganz, et approuvée par l'ensemble des chefs de partis qui constituent le gouvernement de Naftali Bennett (avec quelques remarques de forme de la part des ministres "de gauche", comme le Meretz et les Travailleurs), la criminalisation des ONG palestiniennes a, en revanche, été fermement condamnée par le dirigeant communiste Ayman Odeh, responsable de la Liste Jointe à Knesset pour qui "le jour n'est pas la nuit, les ONG palestiniennes ne sont pas terroristes. Le terrorisme c'est l'occupation". Il en est de même de la part des principales organisations israéliennes des droits humains dont notamment B'Tselem pour qui il s'agit d'un "acte caractéristique des régimes totalitaires". Sur le plan international, Human Rights Watch et Amnesty international ont également condamné la décision israélienne.

Ce n'est pas, malheureusement, le cas en ce qui concerne les autorités françaises. Profitant du fait que Benny Ganz a refusé de

En mettant hors la loi 6 des principales organisations palestiniennes qui travaillent sur les droits de l'homme et la protection des femmes, des enfants et de la terre,

Israël tente d'isoler la société civile palestinienne de la communauté mondiale.

#STANDWITHTHE6



faire connaître les supposées activités terroristes des ONG, Paris (à l'imitation du département d'État américain) a souhaité "que des clarifications soient apportées par les autorités israéliennes" en exprimant sa "préoccupation". Aurait-t-on oublié que Al-Haq et B'Tselem ont été conjointement honorés, en décembre 2018, par le prix des Droits de l'homme de la République française, doté par le Premier ministre et décerné par la Commission nationale



consultative des Droits de l'homme ?

À Genève, Michelle Bachelet, Haute commissaire des droits humains de l'ONU, a déclaré que la qualification d' "organisations terroristes" des ONG palestiniennes est "une agression contre les défenseurs des droits humains (...) qui devrait être immédiatement abrogée."

Ajoutons que d'autre part la résolution 37/43 du 3 décembre 1983 votée par l'Assemblée générale des Nations unies, se fondant sur la quatrième Convention de Genève, confirme "la légitimité de la lutte des peuples pour l'indépendance, l'intégrité territoriale, l'unité nationale et la libération de la domination coloniale et étrangère, par tous les moyens disponibles, y compris la lutte armée".

Réitérant sa solidarité active avec les ONG palestiniennes visées par Tel Aviv, le Parti communiste français demande instamment au gouvernement français de tout faire en sorte que les autorités israéliennes annulent leur décision scélérate et reconnaissent le droit à l'autodétermination du peuple palestinien.

À cette fin, un acte essentiel devrait être la reconnaissance - telle que demandée par l'Assemblée nationale par sa résolution du 2 décembre 2014 confirmée par le Sénat le 11 décembre suivant - de l'État palestinien dans ses frontières d'avant l'occupation en juin 1967, avec pour capitale Jérusalem-Est, à côté d'Israël. ✪

Michel Muller

membre du collectif Palestine du PCF
membre de la commission des Relations internationales du PCF

Petite histoire des journalistes et réalisateurs communistes à la radio-télévision (1)

Le PCF revendique sa place à la radio dès les années vingt, si l'on en croit l'historienne Agnès Chauveau dans *L'audiovisuel en liberté* (Presses de Sciences-Po). Il demande alors que les journaux communistes soient cités dans les revues de presse radiophoniques. Il faut cependant attendre la Libération (le programme du CNR plaiderait pour la démocratisation de l'information) pour trouver des journalistes communistes à la radio d'État. Le plus connu sans doute est Francis Crémieux. Lors d'un entretien en 1997, il me dit : « Le monde des journalistes de la radio est alors partagé entre gens de Londres, d'Alger et de la Résistance intérieure. » Lui-même vient du groupe « Combat ». Il tient d'ailleurs une rubrique « Radio » dans la revue mensuelle de Pierre Seghers, *Poésie* (1947) et un peu plus tard (1949) dans le mensuel du PCF pour l'intelligentsia *La Nouvelle critique*.

À l'aube de la guerre froide, l'ambiance anticommuniste coûte cher à de nombreux journalistes. Francis Crémieux est révoqué en novembre 1948 de la rédaction en chef du *Journal parlé*. Alors même que se déroule la grève des mineurs du Nord-Pas-de-Calais, il réalise une émission anniversaire sur la lutte de cette corporation en 1941, pendant l'occupation nazie. Or, quelques jours auparavant, le Président de la République Vincent Auriol avait demandé au président du Conseil des ministres Queuille « d'éliminer de la radio les communistes qui [prétendait-il] dirigent tout le *Journal parlé* ». Jean-Noël Jeanneney cite ce texte dans son livre *Une histoire des médias*.

S'appuyant sur ses relations internationales

dans le cadre du Kominform (l'Internationale communiste dans sa version d'après-guerre), le PCF décide de créer une émission radiophonique qui va être retransmise par des stations situées dans les pays de l'Est : l'émetteur se trouve, selon les périodes, en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Hongrie ou en Roumanie. Cette émission, quotidienne, est intitulée « Ici ce soir en France ». Sa réception n'est pas toujours d'une netteté absolue et ses moyens relèvent à bien des égards de l'artisanat. Ceux qui ont participé à la réalisation de cette radio parleront plus tard de « bricolage ».

Dans le petit groupe de journalistes concernés, on trouve René Andrieu, futur rédacteur en chef de *l'Humanité*, André Carrel, qui sera rédacteur en chef de *l'Humanité dimanche*, Jean Le Lagadec, responsable ensuite de la rubrique de po-



Francis Crémieux

litique intérieure de *l'Humanité*, Lucien Barnier qui deviendra un chroniqueur scientifique renommé, Francis Crémieux. Pour René Andrieu (voir son livre *Un rêve fou*), il s'agit d'un « droit de réponse légitime » du PCF face au boycott de la radio d'État. Le taux d'écoute de « Ici ce soir » est difficile à évaluer. L'émission est annoncée dans les colonnes de *l'Humanité* ; elle aurait reçu une abondante correspondance à son adresse parisienne et une des chroniques les plus importantes de l'émission est précisément celle du courrier des auditeurs. Au programme figurent des interviews de dirigeants communistes et du Mouvement de la Paix ; des reportages ; une rubrique littéraire animée par Martine Monod et l'écrivain Pierre Gamarra ; une rubrique cinéma avec Georges Sadoul ; le cycle des mémoires de Marcel Cachin. Éluard participe à une émission de poésie ; des comédiens, des musiciens comme Jean Wiener sont de la partie. Des montages radiophoniques sont mis au point, le plus fameux étant une réalisation de Vladimir Pozner, « Qui a tué HO Burrel ? », sur le thème du maccarthysme aux États-Unis.

Née au début des années cinquante, cette radio cesse d'émettre en 1955, notamment à la suite d'un accord international mettant fin à la bataille entre certaines radios de la guerre froide. ✪

Gérard Streiff

